



**PRÉFET  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Service prévention des risques, climat, air, énergie  
5 place Jules Ferry  
69453 LYON CEDEX 06

Lyon, le 03/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**AUBERT ET DUVAL**

BP 141  
42700 Firminy

Références : P4S-24-54  
Code AIOT : 0006103348

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement AUBERT ET DUVAL implanté Rue de la Tour de Varan - Colonel Riez BP 141 42700 Firminy. L'inspection a été annoncée le 04/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le site Aubert et Duval de Firminy est concerné par plusieurs anciens ouvrages miniers dont l'entretien et la surveillance incombe à l'État sauf à ce qu'un nouvel usage des ouvrages existe. La responsabilité de l'ouvrage incombe alors au nouvel usager.

Un réseau de galeries minières peu profondes débouchant vers l'Ondaine est notamment présent sur le site à l'aplomb du bâtiment ex-acière. Ces galeries nécessitent la programmation d'un entretien important compte-tenu de l'existence d'un risque de débouillage de boues en partie polluées dans l'Ondaine. Plusieurs séries d'analyses ont montré qu'une partie des boues minières étaient également polluées par l'activité de l'entreprise Aubert et Duval qui utilise les galeries comme exutoire. Sur ce site, les responsabilités de l'État et de l'entreprise restent donc à clarifier. Avec l'accord d'Aubert et Duval, l'État a programmé les travaux nécessaires en 2024. Un maître

d'œuvre sera ainsi recruté par l'État au deuxième trimestre 2024. Celui-ci définira dans un premier temps le programme détaillé des travaux et procédera à son chiffrage. La répartition de la prise en charge des coûts entre l'État et Aubert et Duval (en particulier coûts de mise en décharge des boues polluées par l'activité industrielle) sera discutée au troisième trimestre. Les travaux pourront quant à eux avoir lieu au dernier trimestre 2024.

L'objet de cette inspection est donc de faire un état des lieux préalable aux travaux, de prévoir les conditions garantissant l'absence de nouvelles pollutions industrielles dans la galerie et de préparer la clarification des responsabilités futures (post-travaux) concernant cette galerie.

Cette inspection a eu lieu le même jour à la suite de l'inspection « opération coup de poing 2024 » qui porte sur les rejets aqueux. Les observations et demandes d'action correctives de ce rapport d'inspection viennent donc en complément.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUBERT ET DUVAL
- Rue de la Tour de Varan - Colonel Riez BP 141 42700 Firminy
- Code AIOT : 0006103348
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Aubert et Duval de Firminy réparti sur 20 ha appartient à un consortium (extraction valorisation des métaux - alliages de haute performance – 13 000 collaborateurs – 20 pays - 36 sites miniers).

Ce site de Firminy comprend 160 collaborateurs dont les activités de forge sont destinées aux usages : outillages, défense terrestre, nucléaire militaire et civil, aéronautique.

La production pour l'artillerie est relancée depuis 2022.

L'activité de l'aciérie est arrêtée depuis 2018 ; la réception de lingots s'opère depuis le site LES ANCIZES-COMPS (63) où l'activité a été transférée.

Le site comprend :

- une presse de 4 500 t avec manipulateur 50 t ;
- pour le traitement thermique, 11 fours horizontaux et 2 fours verticaux ;
- pour la trempe, 2 bâches horizontales (eau et huile) et 1 bêche à eau verticale ;
- 2 presses de finition ;
- pour le travail mécanique : 8 tours parallèles dont 5 jusqu'à 22 m de long.

**Contexte de l'inspection :** Pollution orangée récurrente de la rivière Ondaine

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Arrêté Préfectoral du 05/03/1993	Arrêté Préfectoral du 05/03/1993, article 2-5	Demande d'action corrective	1 mois
2	Arrêté Ministériel du 02/02/1998	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-III	Demande d'action corrective	1 mois
3	Arrêté Ministériel du 02/02/1998	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-III	Demande d'action corrective	3 mois
4	Rapport d'inspection du 30/05/2023	Autre du 30/05/2023, article point contrôle 9	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence :

- que le bâtiment ex-acière sous lequel se situent les galeries minières n'est pas entretenu et qu'il présente de nombreux amas de poussières,
- que les points de rejets dans les galeries ainsi que les réseaux amonts ne sont pas tous représentés sur le plan des réseaux,
- que des points d'accès à la galerie non étanches voire ouverts existent,
- que des câbles électriques en mauvais état et dont le statut n'est pas connu sont présents dans les galeries minières.

Plusieurs non-conformités ont ainsi été relevées et nécessitent des actions correctives.

Il s'agit en effet de garantir la sécurité électrique dans les galeries avant le début des travaux :

**Action corrective 4 :** L'exploitant sécurise sous 3 mois l'accès à la galerie minière (suppression du risque électrique).

Il s'agit également de garantir l'absence de pollution future de la galerie :

**Action corrective 1 :** L'exploitant présente sous un mois à l'inspection les actions correctives qu'il engage pour garantir la propreté du bâtiment ex-acière dans la durée.

**Action corrective 2 :** L'exploitant fournit sous un mois un plan complété des réseaux en particulier avec les points de rejets eaux pluviales dans l'Ondaine et la totalité des réseaux d'eau du bâtiment ex-acière connectés à la galerie minière.



**Action corrective 3 :** Sous 3 mois, l'exploitant ferme par des tampons étanches ou tout autre solution étanche l'ensemble des points d'entrée à la galerie minière (ou galerie eaux pluviales) et coupe toute arrivée d'eau potentiellement polluée (en particulier eaux de la nappe) en direction de la galerie.

De façon à clarifier les responsabilités futures, il est également demandé à Auber et Duval de se positionner sur son usage futur des galeries ; étant entendu que si un usage eaux pluviales était prévu, la responsabilité de l'entretien futur des galeries serait à la charge de l'entreprise :

**Observation 1 :** L'exploitant se positionne sous 6 mois sur la reprise ou non de l'utilisation de la galerie minière comme collecteur eaux pluviales.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté Préfectoral du 05/03/1993


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/03/1993, article 2-5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté et évacuation des poussières et matières dangereuses ou polluantes
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les déchets produits par l'établissement devront être éliminés dans des conditions propres à garantir la protection de l'environnement. [...] Dans l'attente de leur élimination toutes précautions (fréquence d'enlèvement, aires étanches,...) seront prises pour que les dépôts de déchets ne soient pas à l'origine d'un danger ou d'une gêne pour le voisinage, notamment par des odeurs ou d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines.
<b>Constats :</b> Les locaux ex-acierie ont été visités. De nombreuses accumulations de poussières d'origines inconnues sont présentes.  
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Action corrective 1 :</b> L'exploitant présente sous un mois à l'inspection les actions correctives qu'il engage pour garantir la propreté du bâtiment ex-acierie dans la durée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</li><li>- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un plan global (tous réseaux confondus) de l'ensemble du site, mis à jour le 10/02/2011. Le plan représente les réseaux des eaux usées (et le collecteur de la collectivité traversant le site), pluviales (EP) et industrielles (EI). Le plan de réseaux présenté par l'exploitant est incomplet et imprécis. Au droit du bâtiment ex-aciérie, il ne fait notamment pas apparaître la totalité : <ul style="list-style-type: none"><li>• des différents points de rejet dans la galerie minière (intitulée sur le plan « galerie eaux pluviales ») ;</li><li>• des réseaux d'eau entre les puits de rabattement de la nappe (intitulés puisards sur les plans) et leur exutoire ;</li><li>• des appareils de mesure existants (débitmètres) et des différents regards.</li></ul> Au niveau de l'Ondaine, il manque également plusieurs points de rejet d'eaux pluviales.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Action corrective 2 :</b> L'exploitant fournit sous un mois un plan complété des réseaux en particulier avec les points de rejets eaux pluviales dans l'Ondaine et la totalité des réseaux d'eau du bâtiment ex-aciérie connectés à la galerie minière.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparation des eaux pluviales et effluents susceptibles d'être polluées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant explique que plusieurs puits équipés de pompes de rabattement de la nappe polluée sont reliés à la galerie minière. Plusieurs pompes sont actuellement à l'arrêt mais l'état de fonctionnement des autres n'est pas connu. D'autre part, l'inspection constate que le bâtiment ex-acière visité n'est plus étanche (fuites de toiture) ce qui amène les eaux de pluie à traverser les poussières industrielles accumulées (cf point de contrôle n°1). Plusieurs points d'accès à la galerie minière non étanches ou ouverts sont observés. Il est projeté que le bâtiment change d'usage.</p> <p>L'inspection précise à l'exploitant qu'il lui incombe de choisir s'il souhaite garder l'usage (galerie eaux pluviales) de la galerie minière ou non. Dans le cas où l'exploitant choisirait de reprendre l'usage de la galerie, son statut de galerie minière serait perdu et l'entretien futur de celle-ci serait à sa charge. Dans tous les cas, la circulation des eaux et des boues minières venues de l'amont ne devra pas être entravée compte-tenu des risques de débordement que cela entraînerait.</p> <div data-bbox="646 568 1428 1240"> </div>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Action corrective 3 :</b> Sous 3 mois, l'exploitant ferme par des tampons étanches (ou toute autre solution étanche) l'ensemble des points d'entrée à la galerie minière (ou galerie eaux pluviales) et coupe toute arrivée d'eau potentiellement polluée (en particulier eaux de la nappe) en direction de la galerie.</p> <p><b>Observation 1 :</b> L'exploitant se positionne sous 6 mois sur la reprise ou non de l'utilisation de la galerie minière comme collecteur eaux pluviales.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>



**N° 4 : Rapport d'inspection du 30/05/2023**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 30/05/2023, article point contrôle 9	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en sécurité du site	
<b>Prescription contrôlée :</b> Mise en sécurité électrique du site	
<b>Constats :</b>  L'inspection de la galerie minière réalisée en décembre 2018 a montré l'existence de câbles électriques en mauvais état et en partie ennoyés dans une galerie secondaire sous le bâtiment ex-acière. L'exploitant confirme ne pas avoir entrepris d'action à la suite de ce constat. Un risque électrique est donc toujours présent. Ce risque est d'autant plus présent que des travaux de nettoyage et de sécurisation seront prochainement entrepris, ce qui nécessitera d'accéder aux galeries.  L'exploitant s'engage à réaliser les recherches nécessaires pour trouver l'origine des câbles et à supprimer tout risque électrique dans les galeries avant le début des travaux.  <div>Photographie CORDATA décembre 2018</div>	
	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>	
<b>Action corrective 4 :</b> L'exploitant sécurise sous 3 mois l'accès à la galerie minière (suppression du risque électrique).	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective	
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois	